Annex I: Progress report on the 15 measures outlined on 19 October 2009

FÉVRIER 2010

ensemblesimplifions

Pour des démarches plus simples, votre avis compte !

État d'avancement des 15 mesures présentées par ERIC WOERTH le 19 octobre 2009

Mesures	Étapes réalisées	Prochaines étapes
Permettre aux citoyens de s'inscrire sur les listes électorales	Une expérimentation a été réalisée dans trois communes en 2009 (en quatre mois déjà plus de 15% des inscriptions ont été faites en ligne dans les villes d'Issy-les-Moulineaux, du Havre et d'Aixe-sur-Vienne)	Extension à partir de fin mars à toutes les communes volontaires (déjà plus de 120 candidates) ; cible : 2,1 millions de Français concernés tous les ans
Permettre à tous les jeunes Français âgés de 16 ans de réaliser les démarches de recensement citoyen par internet	Une expérimentation a été lancée avec une douzaine de communes fin 2009	Le dispositif est en phase de généralisation depuis janvier 2010 pour toutes les communes volontaires ; cible : 800 000 jeunes Français concernés tous les ans
Permettre aux entreprises retenues dans le cadre d'un marché public d'obtenir une attestation fiscale dématérialisée	La DGFiP a permis aux entreprises, depuis la fin de l'année 2009, d'obtenir l'attestation fiscale dématérialisée depuis leur compte fiscal. En un mois, près de 12 000 attestations ont été délivrées grâce à ce nouveau dispositif	Cible : assurer le déploiement auprès des entreprises
Simplifier la vie de l'entrepreneur	Le guichet unique « création » a été lancé le 1er janvier 2010. Les autres mesures annoncées : réduction des délais, suppression de la redondance des informations demandées et accompagnement des créateurs, sont engagées	Durant le 1er semestre, les principales autorisations d'exercer vont être simplifiées et dématérialisées (par exemple, pour les coiffeurs ou les plombiers). Cible : 550 000 créateurs d'entreprises concernés tous les ans
Améliorer le traitement des réclamations	Une expérimentation lancée dans 7 sites pilotes depuis fin 2009	Présentation du bilan de l'expérimentation d'ici avril 2010
Simplifier et permettre d'effectuer en ligne, le transfert du siège social d'une entreprise	La demande de transfert du siège social par Internet est dorénavant possible depuis décembre 2009. Ce service inclut la publication de l'annonce légale dans la presse (Le Parisien, les Petites Affiches, le Journal Spécial des Sociétés)	Extension progressive aux 700 journaux d'annonces légales. Cible : 250 000 transferts annuels de sièges sociaux
Permettre aux associations de déposer en ligne leur dossier de subvention	Le service « e-subvention » a été dévoilé en décembre 2009 et est en phase de test avec les associations	Déploiement progressif auprès des organismes de gestion des subventions : ministères de la Santé, du Sport et de la Ville (deuxième trimestre 2010), et des collectivités locales volontaires à partir du deuxième semestre 2010

État d'avancement des 15 mesures lancées le 19 octobre 2009
Février 2010

Mesures (suite)	Étapes réalisées (suite)	Prochaines étapes (suite)
Permettre à l'usager de pouvoir effectuer en une seule fois la déclaration de perte et la demande de remplacement de ses papiers administratifs	Le service en ligne permettant de remplir en une seule fois les formulaires de déclaration de perte et de demander le renouvellement de ses papiers est en phase de test	Mise en place fin mars 2010 via mon.service-public.fr d'une version de test permettant d'engager le renouvellement de la carte d'identité, du passeport et du certificat d'immatriculation (carte grise)
Permettre la dématérialisation des procédures d'urbanisme	Une expérimentation de la dématérialisation de la déclaration d'intention d'aliéner est lancée dans 4 collectivités (CG Hérault, Paris, Niort, Neuilly) depuis janvier 2010	Poursuite de l'expérimentation et bilan avant d'envisager sa généralisation début 2011
Simplifier la déclaration préalable à l'embauche et expérimenter la déclaration simplifiée par téléphone	Développement d'un nouveau service accessible par téléphone (smartphone) permettant de réaliser sa Déclaration Unique d'Embauche en 2 saisies. Suppression de la moitié des données demandées sur tous les modes déclaratifs (Internet, smartphone, EDI)	Lancement d'un prototype de service en juin 2010 puis, après expérimentation, généralisation envisagée du service fin 2010
Supprimer les demandes de copie ou d'extrait d'actes d'état civil demandées comme justificatifs lors de certaines démarches	Un projet de « plate-forme d'échange et de confiance » a été lancé en collaboration avec l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS)	Mise en place en septembre 2010 de cette plateforme qui permettra de remplacer progressivement les actes par un échange sécurisé de données entre les mairies, les administrations et certains tiers (notaires)
Éviter aux associations d'avoir à fournir plusieurs fois les mêmes informations à chaque demande d'agrément	Un tronc commun d'informations demandées pour chaque agrément a été défini lors de la 2ème Conférence nationale de la vie associative (17 décembre 2009)	Le service permettant les demandes d'agrément en ligne sera développé d'ici fin 2010
Simplifier l'ouverture et le renouvellement des droits pour les personnes handicapées	Un téléservice pour déposer et suivre en ligne son dossier de demande initiale ou de renouvellement de droits auprès d'une Maison Départementale pour les Personnes Handicapées (MDPH) est à l'étude	Ouverture programmée à l'été 2010
Lors du décès d'un proche, éviter à la famille d'avoir à fournir plusieurs fois les mêmes informations à différentes administrations	Développement en cours d'un nouveau service en ligne	D'ici novembre 2010, les usagers ayant perdu un proche pourront transmettre en une seule fois les informations relatives à son décès, à plusieurs administrations (CNAV, Cnamts, CNAF, Agirc-Arrco)
Éviter aux entreprises d'avoir à fournir plusieurs fois les mêmes informations de base (chiffre d'affaires, effectif, etc.) aux administrations	Le lancement du projet de suppression de deux déclarations (participation à l' effort de construction et formation professionnelle) a été lancé par la DGFiP (Direction Générale des Finances Publiques)	Suppression des deux déclarations d'ici fin 2011 grâce à la refonte des informations nécessaires dans la DADS (Déclaration Annuelle des Données Sociales)

Vous avez la parole sur www.ensemble-simplifions.fr

Le premier site collaboratif à l'écoute des usagers

- Notez et commentez les propositions de simplification
- Faites de nouvelles suggestions
- Participez aux enquêtes spéciales (sondages en ligne)

Ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État -
Direction générale de la modernisation de l'Etat -
Directeur de la publication : François-Daniel Migeon -
Rédacteur en chef : Sylvain Berriós - Contact : communication.dgme@finances.gouv.fr

Conception graphique : - février 2010

February 2010 **Let's Simplify Things Together**
Your opinion counts in reaching simpler procedures

Private individuals Businesses Local authorities Associations

Progress report on the 15 Measures outlined by Eric Woerth on 19 October 2009

• Measures	• Stages completed	• Next stages
• Enabling citizens to register on the electoral roll	• Experiments were carried out in three communes in 2009 (in just four months, over 15% of registrations have been completed on line in the towns of Issy-les-Moulineaux, Le Havre and Aixe-sur-Vienne).	• From the end of next March, extension to all communes that volunteer (already over 120 have applied); • Target: 2.1 million French citizens involved annually.
• Enabling all young French people aged 16 to complete the formalities for registering as citizens on line	• Experiments were carried out in around 12 communes at the end of 2009.	• The system has been gradually extended since January 2010 to all communes that volunteer; • Target: 800,000 young French people involved annually.
• Enabling businesses selected under a public procurement procedure to obtain a dematerialised tax certificate.	• Since the end of 2009, the Directorate General of Public Finances (DGFiP) has enabled businesses to obtain the dematerialised tax certificate from their tax account. In one month, almost 12,000 certificates have been issued thanks to this new system.	• Target: Enable businesses to use the system
• Simplifying the life of entrepreneurs	• The "creation" single counter was established on 1 January 2010. Other measures announced: fewer deadlines, an end to requests for unnecessary information, and support for new business entrepreneurs are under way.	• During the first six months, the main authorisations to take up an occupation are going to be simplified and dematerialised (for hairdressers and plumbers for example). • Target: 550,000 new business entrepreneurs annually.
• Improving the processing of complaints	• Experiments have been conducted on 7 pilot websites since the end of 2009.	• A report on these experiments by April 2010

• Simplifying the transfer of business head offices, and providing for it on line	• Head office transfer applications have been possible over the Internet since December 2009. • The service includes publication of the legal notice in the press [*Le Parisien*, *les Petites Affiches*, *le Journal Spécial des Sociétés*].	• Gradual extension of legal notices to 700 newspapers or periodicals. • Target: 250,000 head office transfers annually.
• Enabling associations to place their grant documents on line	• The "e-subvention" service was unveiled in December 2009 and is in a test phase with associations.	• General extension to grant management bodies: Ministries of Health, Sport, and Towns and Cities [second half of 2010], and to local authorities that volunteer from 1 July 2010.

Progress report on the 15 measures unveiled on 19 October 2009 February 2010

• Measures (continued)	• Stages completed (continued)	• Next stages (continued)
• Enabling users to report the loss of their personal administrative documents and request their replacement in a single operation.	• The online service for filling forms to declare that personal administrative documents are lost and request their replacement as part of a single operation, is in a test phase.	• Establishment at the end of March 2010 of a test version via *mon.service-public.fr* for initiating renewal of identity cards, passports and vehicle registration documents.
• Enabling dematerialisation of urban planning and development procedures	• Experiments in dematerialising the "declaration of intention to dispose", have been started in four local authorities since January 2010 [CG Héraut, Paris, Niort, Neuilly]	• Continued experimentation and report on the measure, prior to its possible extension on a general basis in early 2011 •
• Simplifying the "declaration prior to recruitment" and testing the simplified declaration by telephone	• Development of a new service via telephone access [smartphone] for completing the "single declaration of recruitment" in two data entries. Half the data submitted in all usable modes [Internet, smartphone, EDI] is no longer requested	• Launching of a service prototype in June 2010, and then its possible extension on a general basis at the end of 2010, following experimentation.

• Abolishing requests for copies or certified copies of official civil status documents, as supporting items in some formalities.	• A "discussion and trust platform" scheme has been developed in co-operation with the National Agency for Document Security [ANTS]	• Establishment of this platform in 2010, so that certificates and similar documents can gradually be replaced by secure data exchange between town halls, public administrative authorities, and certain third parties (notaries).
• Obviating the need for associations to submit the same information several times whenever they require formal approval	• A "common core" of information requested for each approval procedure was established at the Second National Conference of the Voluntary Sector	• The online approval request service will be developed by the end of 2010.
• Simplifying initial access to entitlements, as well as their renewal, for the handicapped	• A teleservice is under consideration to enable the online submission and follow-up of initial personal applications for entitlements, or requests for their renewal, to Department Homes for Handicapped Persons (MDPHs).	• Service scheduled to begin in the summer of 2010.
• Obviating the need for families to submit the same information several times to different administrative authorities, when a close relative dies.	• Development of a new online service is under way	• By November 2010, users who have lost close relatives will be able to forward information concerning their death to several authorities [CNAV, Cnamts, CNAF, Agirc-Arrco] in a single once-only operation.
• Obviating the need for businesses to provide public authorities several times with the same basic information [turnover, number of employees, etc.].	• The scheme to abolish two declarations ["participation in the construction effort" and vocational training] has been initiated by the DGFiP (Directorate General of Public Finances).	• The two declarations will be abolished by the end of 2011, thanks to the overhaul of necessary information in the Annual Declaration of Social Data [DADS].

It's over to you at *www.ensemble-simplifions.fr*.

- The first collaborative website to welcome user opinion
- Note and comment on proposals for simplification
- Make new suggestions
- Take part in special surveys (online opinion polls)

From:

Better Regulation in Europe: France 2010

Access the complete publication at:
https://doi.org/10.1787/9789264086968-en

Please cite this chapter as:

OECD (2010), "Annex I: Progress report on the 15 measures outlined on 19 October 2009", in *Better Regulation in Europe: France 2010*, OECD Publishing, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/9789264086968-22-en

This work is published under the responsibility of the Secretary-General of the OECD. The opinions expressed and arguments employed herein do not necessarily reflect the official views of OECD member countries.

This document and any map included herein are without prejudice to the status of or sovereignty over any territory, to the delimitation of international frontiers and boundaries and to the name of any territory, city or area.

You can copy, download or print OECD content for your own use, and you can include excerpts from OECD publications, databases and multimedia products in your own documents, presentations, blogs, websites and teaching materials, provided that suitable acknowledgment of OECD as source and copyright owner is given. All requests for public or commercial use and translation rights should be submitted to rights@oecd.org. Requests for permission to photocopy portions of this material for public or commercial use shall be addressed directly to the Copyright Clearance Center (CCC) at info@copyright.com or the Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) at contact@cfcopies.com.